

UN COLLOQUE EST UN COLLOQUE EST UN COLLOQUE

(comme dirait Gertrude Stein)

Du 26 juillet au 4 août se tenait à Montréal, à l'Université Concordia, le premier **Colloque international sur la recherche et l'enseignement relatifs aux femmes.**

L'initiative et l'organisation en reviennent à Maïr Verthuy, directrice de l'Institut Simone-de-Beauvoir, et à ses collaboratrices. Issu des préoccupations exprimées à la conférence de Copenhague de juillet 1980, ce colloque visait d'abord à réunir des chercheuses du monde entier. Dans une perspective aussi académique, on n'avait déployé aucun effort particulier pour inciter le mouvement féministe, québécois ou étranger, à y participer activement. Les documents officiels évitaient même le terme «féministe», parlant plutôt de «délégué-e-s» même si l'immense majorité étaient des femmes. Événement officiel donc, où les gouvernements et les organismes internationaux étaient sur-représentés.

Malgré (ou à cause?) de ce contexte, plus de 300 déléguées de 80 pays ont répondu à l'appel. Pour nous qui ne sommes pas des spécialistes, le plus passionnant a été justement ce qui sortait des cadres : les femmes elles-mêmes, les féministes venues de partout, celles que nous n'avons jamais les moyens de visiter ou d'inviter, et qu'un tel colloque nous donne l'occasion de connaître.

Au hasard, nous en avons interrogé quelques-unes sur ce qu'elles font chez elles, dans leur pays.

HELGA GRUBITZSCH est professeur de littérature et d'histoire à l'Université de Brême, en Allemagne.

«Je travaille dans un collectif de recherche avec trois autres femmes, professeurs et étudiantes. Nous étudions du matériel autobiographique venant de femmes de différentes classes sociales, au XIXe et au XXe siècles. Nous nous intéressons surtout à leurs rébellions contre les attentes sociales, rébellions de différentes formes selon qu'il s'agisse de servantes ou de bourgeoises, d'artistes ou de femmes politiques, de prisonnières ou de «folles». Nous essayons de resituer leurs témoignages dans leurs conditions sociales respectives. Ce processus nous force à nous avouer nos propres sympathies et antipathies et à expliquer nos réactions par nos propres conditions sociales. Ainsi, nous avons eu du mal à admettre la très grande importance de l'amour dans la vie de toutes ces femmes, celles qui l'avaient refusé comme celles qui se sont suicidées par amour. Je ne peux plus éloigner l'amour de mon travail scientifique. J'ai dû avouer que je ne suis pas une chercheuse froide et scientifique et j'ai compris pourquoi.»

SUZANNE BLAIS est d'origine québécoise. Elle travaille au Costa Rica depuis maintenant six ans. Elle gagne sa vie en enseignant dans un lycée et travaille dans un centre de femmes, à San José, la capitale.

«J'étais allée visiter des

ami-e-s-là-bas. Presqu'immédiatement, j'ai rencontré un groupe de femmes et nous avons décidé de mettre sur pied un centre pour les femmes. Je ne suis pas repartie... Après avoir essayé de les regrouper autour de revendications spécifiques comme la contraception, nous avons vite constaté la quasi-impossibilité de réunir des femmes démunies, sans nourriture pour elles et leurs enfants, sans logement, sans emploi. Nous nous sommes réorientées. Nous travaillons maintenant autour de l'alimentation et du logement, et nous rejoignons d'avantage les femmes, surtout pour les informer de leurs droits et leur donner des moyens d'être plus autonomes.»

PATRICIA MERCADER travaille au CLEF, à Lyon, en France. Le CLEF est un centre de recherche féministe affilié à un institut de recherche universitaire.

«Le CLEF a été fondé en 1975. C'était au début une structure uniquement universitaire et assez réduite. Après la fermeture du centre des femmes de Lyon, des militantes se sont jointes au CLEF et nous avons entrepris une recherche sur l'histoire orale du mouvement féministe à Lyon depuis 1970. Nous utilisons nos archives privées : agendas, journaux intimes, les archives du mouvement : textes et tracts, et les archives publiques comme les journaux, pour étudier l'impact des actions féministes. Mais nous travaillons surtout à partir d'entrevues de vieilles militantes et à

partir de nous-mêmes puisque nous y étions. Nous voulons écrire et analyser cette histoire orale et publier les résultats de nos recherches.»

NADIA BENQUÉ travaille à Paris, dans un centre de formation pour les femmes, la SEFIA (Société d'étude, d'information et d'animation pour les femmes).

«La SEFIA a été créée par un groupe de femmes d'expériences professionnelles variées, pour développer un type de formation adapté spécifiquement aux femmes. En France, les employeurs doivent consacrer 1% de leur masse salariale à la formation professionnelle (perfectionnement) de leurs employé-e-s. Dans ce cadre, nous offrons des stages. Certains sont axés plus directement sur le poste d'emploi, réunissant par exemple des concierges de HLM à Aubervilliers, en banlieue de Paris. À la suite de ce projet, elles ont rédigé un Guide pour la gardienne novice, ainsi qu'un lexique de termes techniques signé «L'Académie des corps de balais»!! Jusqu'ici, ces femmes ne recevaient qu'un trousseau de clefs en arrivant et devaient se débrouiller dans le plus grand isolement. D'autres stages s'adressent aux ménagères à plein temps pour les aider à se regrouper et à se servir des institutions de leur milieu. Nous les incitons à monter des projets collectifs, pour que leur travail dans le quartier devienne éventuellement une alternative rémunérée.»

LAURA BALBO et MARI-NA PIAZZA sont italiennes et professeurs de sociologie et première à l'Université de Milan, la deuxième à l'Université de la Calabre.

Laura : « D'une certaine façon, je fais un travail très traditionnel d'universitaire mais c'est en fait de moins en moins traditionnel : nous avons commencé des recherches avec les femmes et cela a changé mon enseignement. Je donne des cours de méthodologie des sciences sociales. Avec des étudiantes, nous analysons la situation des jeunes femmes dans une métropole du Nord de l'Italie, donc leur propre condition. Depuis quelques années, les syndicats ont obtenu des entreprises qu'elles libèrent leurs employé-e-s un certain nombre d'heures par année, pour continuer leur formation générale. J'ai travaillé à certains de ces cours et pu rencontrer des femmes comme nous, adultes, aux prises avec la double journée de travail, intéressées au féminisme et au mouvement ouvrier. Ensemble nous avons étudié par exemple la condition professionnelle des femmes, l'accouchement dans les hôpitaux de Milan, les services publics. En pratique, notre travail correspond à celui des Women's Studies américains, même si cela n'existe pas encore officiellement en Italie. »

Marina : « Je fais partie du GRIF, un groupe de recherche sur les femmes, à Milan. Il y a trois ans, j'ai participé à un séminaire avec des femmes de différentes universités sur le travail intellectuel des femmes. De là est sortie une recherche sur le rapport des femmes à la connaissance : nous avons rencontré des femmes ayant suivi les cours organisés par les syndicats dont parlait Laura. Nous voulions savoir quels devaient être le sens, les objectifs et les résultats de ce genre de formation, pour des femmes qui n'ont pratiquement jamais été à l'école. »

THERESE KEITA est sociologue et prépare, pour l'Université de Naimey, au Niger, un projet d'enseignement sur les femmes.

« Comme il n'y a au Niger – et à ma connaissance nulle part en Afrique – de Women's Studies, nous ne pouvons que consacrer aux femmes certains aspects d'études ponctuelles. Mais nous savons que pour les aider, il faudrait pouvoir agir sur la division sexuelle du travail. Chez nous, les hommes doivent très souvent émigrer pour travailler, et les femmes se retrouvent à assurer la continuité de l'agriculture. Elles sont environ 2 millions et demi, à 80% analphabètes ; elles auraient un urgent besoin d'ateliers de formation. Les femmes urbaines sont mieux loties. Dans ce contexte, l'action sociale auprès des femmes est très difficile et la recherche est loin d'être une priorité. C'est tout le développement économique qu'il faut repenser ; on a appliqué au Niger un modèle de croissance non adapté, dont les femmes aussi sont victimes. »

FATMA OUSSEDIK est aussi sociologue et professeur à l'Université d'Alger. C'est en dehors de son enseignement qu'elle fait des recherches sur la sexualité et la fécondité des femmes algériennes.

« Je vais rencontrer les femmes dans leurs maisons, carrément ; là, elles parlent et facilement, d'elles, de leurs maris, etc. Je pourrai ensuite diffuser les résultats de cette étude à des groupes informels de femmes féministes ou par des communications lors de rencontres universitaires, par exemple au Centre de recherche sur les sciences humaines, à Oran. Ou encore les publier dans Isis, une revue émanant des femmes du même centre. D'autres chercheuses procèdent comme moi, mais nous ne sommes ni regroupées ni concertées. Et le travail est énorme : pour étudier la situation des Algériennes, il faut d'abord réunir les données socio-économiques de base, quasi

inexistantes : le nombre, l'âge, la distribution géographique, etc... avant de formuler des hypothèses d'analyse. Mais l'ampleur de la tâche est stimulante pour les féministes, même non reconnues... Je suis déçue par ce colloque, où je vois des féministes « institutionnalisées » négocier le statu quo avec le pouvoir. »

Le 4 août, Maïr Verthuy soulignait devant les journalistes les résultats positifs du colloque, entre autres le consensus dégagé par les chercheuses autour de « l'action sociale » : « La plupart considèrent important de mieux articuler la recherche sur les femmes et l'action sociale déjà faite auprès d'elles, c'est-à-dire lier leur travail dans les institutions et le travail des groupes féministes – des activistes – hors des institutions... et ne pas perdre de vue que le changement social est notre but à toutes. »

Mais, des déclarations politiques ayant bouleversé l'assemblée pendant six jours, Mme Verthuy ne souffla qu'un mot. En effet, plusieurs femmes ont profité de ce colloque international pour lancer de véritables appels à l'aide : pour les femmes haïtiennes soumises à la dictature duvaliériste, contre l'apartheid sud-africain, pour les Noires américaines victimes des coupures de Reagan, etc.

Un appel surtout devait relancer la controverse sur le Moyen-Orient qui à Copenhague déjà, avait provoqué un clivage entre les déléguées ; des femmes algériennes lisent un texte envoyé par la déléguée libanaise au colloque, bloquée à Beyrouth sous les bombardements. C'est un appel à la mobilisation des femmes du monde pour arrêter le génocide préparé par Israël contre le peuple palestinien et libanais.

Au début, la majorité des déléguées appuieraient une proposition d'appui officiel aux victimes de la guerre du Liban, mais les femmes israéliennes et juives s'opposent à une telle condam-

nation d'Israël, bien qu'elles soient elles-mêmes pacifistes et en désaccord avec le gouvernement Bégin-Sharon.

« Pacifistes, les femmes n'ont aucun pouvoir sur les guerriers, puisque si peu de pouvoir politique... » Pour certaines, les femmes n'ont pas à entretenir les conflits politiques ou territoriaux déclenchés par les hommes sans leur propre consentement, mais plutôt à se concerter entre femmes et à élaborer une stratégie contre la guerre, au-dessus des divergences nationales. Et ainsi jusqu'à la fin du colloque. Toutes ces nuits-là, on bombarde Beyrouth, et tous les jours la discussion reprend, dans les corridors ou en plénière, alors interdite par des présidentes d'assemblée formalistes selon qui « ce colloque n'est pas le lieu de la politique. »

Finalement, il n'y aura pas de déclaration commune d'appui aux femmes libano-palestiniennes. Et à la fin c'est encore une Algérienne qui vient briser l'apparent contentement de l'assemblée :

« J'ai découvert ici, étonnée et horrifiée, l'ampleur du féminisme institutionnel : des femmes en position de pouvoir ont parlé entre elles de façons de gérer les pouvoirs. Ce ne sont pas mes préoccupations. Ces féministes « institutionnalisées » appellent à la non-violence des femmes... parce qu'elles ne font pas de distinction entre la violence des oppresseurs et celle des opprimés, reproduisant ainsi la vision impérialiste des guerres. »

Nous parlons et nos propos sont hiérarchisés et déformés par le colloque et par la presse. Je ne veux plus d'échanges avec des femmes qui participent du pouvoir, mais avec des femmes en lutte dans leur pays. »

Combien y avait-il de femmes, sur 300 déléguées et une centaine d'observatrices, à penser comme elles ?

SYLVIE DUPONT
FRANÇOISE GUÉNETTE